

PHILOSOPHIA SCIENTIÆ

JEAN CAVAILLÈS

Le conflit à l'intérieur du protestantisme allemand

Philosophia Scientiæ, tome 3, n° 1 (1998), p. 49-54

http://www.numdam.org/item?id=PHSC_1998__3_1_49_0

© Éditions Kimé, 1998, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « *Philosophia Scientiæ* » (<http://poincare.univ-nancy2.fr/PhilosophiaScientiae/>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

Le conflit à l'intérieur du protestantisme allemand

(Politique 2 (1934), 179-83)

Jean Cavallès

Le *Mouvement religieux des Chrétiens allemands*, origine du conflit actuel, est né en mai 1932 d'une réunion de pasteurs nationaux-socialistes décidés à transposer dans le domaine religieux l'esprit de leur parti. D'une part, achever l'unité allemande par la fusion des 29 Eglises protestantes en une seule Eglise d'Empire, et remplacer le «parlementarisme dépassé» par le «système du chef» (Führerge[n]danke) en créant un épiscopat. D'autre part, rapprocher l'Eglise du peuple «où elle a sa racine» en vivifiant son message par une foi chrétienne «répondant à l'esprit allemand de Luther et à sa piété héroïque» (§ 4 des *Lignes directrices*). «Nous voyons dans race, volkstum et nation des ordres vitaux confiés à notre soin par Dieu, les entretenir est pour nous une loi divine» (§ 7). D'où trois conséquences pratiques : clause aryenne : «Garde ta race pure... le mariage entre chrétiens et juifs est interdit» (§ 9) ; morale héroïque, «simple pitié amollit un peuple, nous voulons une protection contre les *minus* et les incapables» (§ 8) ; enfin nationalisme : l'Eglise doit aider l'Etat dans sa lutte «pour la liberté et l'avenir allemands, en particulier contre le marxisme, le parti du Centre et le christianisme social» (§ 5).

Parti d'opposition au printemps 1933, les *Chrétiens allemands* obligèrent les autorités ecclésiastiques à tenter la réforme constitutionnelle puis les empêchèrent de l'escamoter à leur profit. Un triumvirat réuni à Loccum avait jeté les bases d'une Eglise d'Empire. Mais l'évêque désigné pour toute l'Allemagne fut le pasteur von Bodelschwingh, homme modéré, objet d'un respect général. Forts de l'appui du ministre prussien de l'Instruction publique, Rust, les *Chrétiens allemands* obtinrent la nomination d'un Commissaire d'Etat pour l'Eglise de Prusse — sous le prétexte d'une violation purement formelle du Concordat. Les superintendants généraux furent "mis en congé" massivement, la presse religieuse bâillonnée, Bodelschwingh n'eut qu'à se retirer, sans obtenir qu'un seul journal consentit à publier sa lettre de démission. Le dimanche 2 juillet, Rust conviait tous les pasteurs à célébrer un service d'actions de grâce, tandis que leurs chefs déposés les appelaient à la pénitence et au deuil. Mais Hindenburg s'émut : à sa demande Hitler retira la "médiation" à Rust pour la confier au ministre d'Empire Frick ; les dignitaires ecclésiastiques furent rétablis dans leurs fonctions et, pour arbitrer le conflit, on décida de renouveler les synodes. Au peuple des fidèles de juger. Mais le 22 juillet, veille des élections, Hitler s'adressait à lui par T. S. F. et réclamait des Eglises «non tolérance maussade mais vivante adhésion». C'était clair ; aussi bien Hossenfelder, chef des *Chrétiens allemands*, et l'aumônier militaire Müller, sorte de président d'honneur du mouvement, parent-ils invoquer un patronage officiel. «L'histoire vous rendra le témoignage à vous et aux *Chrétiens allemands* d'avoir voulu, exigé

et mené à bonne fin une œuvre capitale pour la vie religieuse de notre peuple. Je tiens à vous remercier, vous et les *Chrétiens allemands*, et à vous assurer de ma confiance particulière *pour tout l'avenir*¹» (lettre du 19 juillet, de Hitler au pasteur Müller, *Angriff*, 22 juillet).

Le 23 juillet, les *Chrétiens allemands* obtenaient en Prusse et dans pas mal d'Etats de 75 à 80 % des suffrages. Maîtres légaux de l'Eglise, ils purent, aussi bien au synode général de Prusse — où la minorité fut exclue des débats — qu'au synode national d'Empire, établir une constitution et nommer des évêques selon leur cœur. Une Eglise d'Empire fut fondée, réunissant l'Eglise unie de la vieille Prusse, — sorte de cartel des réformés et luthériens prussiens, — les Eglises luthériennes des Etats et les diverses organisations réformées. A la tête, un évêque d'Empire, assisté de quatre "ministre ecclésiastiques" : un réformé, un luthérien, un représentant des "Unis de Prusse", un conseiller juridique. Hossenfelder était nommé évêque de Brandebourg, ministre représentant des "Unis de Prusse", assistant de l'évêque de Prusse. Müller cumulait les fonctions d'évêque de Prusse et d'Empire. A Wittenberg, au synode national, l'évêque Müller déclarait : «Les luttes de politique ecclésiastique sont finies. Maintenant commence le combat pour l'âme de notre peuple.»

Deux mois après, c'était la réunion du *Sportpalast* et la débâcle pour les *Chrétiens allemands*. Le 13 novembre, le chef de la section de Berlin, Dr Krause, président laïque des organisations locales de Mission Intérieure, avait réclamé devant 20.000 personnes le rejet de l'Ancien Testament, «histoire de bouviers et de souteneurs», l'épuration du Nouveau «de tous les passages interpolés et superstitieux», l'abandon «de la théologie de bouc émissaire et d'humiliation du rabbin Paul», enfin la suppression du crucifix dans les églises. L'évêque Peter (Magdebourg-Halberstadt), le ministre des réformés Werner assistaient à la réunion : la motion du Dr Krause fut adoptée à l'unanimité (compte rendu de la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 15 novembre 1933). En vain Peter et Werner protestèrent-ils ensuite, en vain Müller et Hossenfelder désavouèrent-ils Krause, l'exclurent-ils de l'Eglise et des *Chrétiens allemands*, la réprobation soulevée balaya le parti et menaça l'édifice ecclésiastique lui-même. D'abord le départ des professeurs de théologie Gogarten, Fezer, etc., gloire des *Chrétiens allemands*, la rupture des sections de Bavière, de Thuringe, de Wurtemberg avec l'organisme central : les Wurtembergeois passèrent en masse au parti d'opposition, le *Pfarrernotbund*. Hossenfelder essaya de rassembler ses troupes à Weimar, le 24 novembre ; il dut bientôt céder la place à un laïc, Dr Kinder, qui dans un manifeste renonça solennellement

1 Souligné par nous.

aux méthodes employées et à toute intervention dans la doctrine religieuse : «Nous nous bornons à chercher au dedans l'union entre le national-socialisme et le protestantisme» (21 décembre).

Mais le parti lui-même comptait peu dans l'orage : ce qui importait était de détruire son œuvre, de déloger les dignitaires mis en place par lui. Le Pfarrernotbund, association de pasteurs opposants fondée cet été, prit la tête du mouvement : en août elle comptait quelques dizaines de membres, 3.000 en novembre, 6.500 en janvier. Le 24 novembre les évêques de Bavière, de Wurtemberg, de Hesse, de Bade se déclaraient pour elle. Le 25, l'évêque de Hambourg, Schöffel, seul ministre ecclésiastique qui ne fût pas *Chrétien allemand*, quittait le ministère : le 29, Hossenfelder et les autres ministres démissionnaient à leur tour. Le 29 également, la majorité des évêques luthériens sommait Müller de former un nouveau ministère "d'apaisement", de retirer les mesures disciplinaires contre les pasteurs opposants, de rompre avec les *Chrétiens allemands*. Les deux dernières exigences furent en partie satisfaites, la troisième ne l'est pas encore, malgré tous les efforts de l'évêque d'Empire. Quelques personnages de deuxième plan qu'il avait appelés se retirèrent au bout de peu de temps. Le 13 janvier les chefs de toutes les Eglises allemandes étaient convoqués à Berlin pour chercher sous la présidence du ministre Frick une solution au conflit : rien n'en est encore sorti. Le but avéré des pasteurs opposants est la démission de Müller et des évêques Chrétiens allemands encore en fonction, comme Paulsen en Schleswig-Holstein, Loch en Saxe, Peter à Magdebourg : ils se déclarent en rébellion ouverte contre eux, refusent d'appliquer leurs décisions, tiennent malgré leur défense des réunions monstres de propagande.

C'est qu'en réalité trois raisons plus profondes ont provoqué le revirement dont la réunion de Krause n'a été que la cause occasionnelle. D'abord l'attachement d'un noyau irréductible à la "pure doctrine" menacée par les *Chrétiens allemands*. Le 25 juin, en pleine terreur ecclésiastique, le théologien réformé Karl Barth (Bonn) publiait une brochure, *Existence théologique d'aujourd'hui*, dont plusieurs milliers d'exemplaires devaient s'enlever en quelques jours. «Dans le III^e Empire comme avant, je n'ai pas à m'occuper du dehors, je n'ai qu'à continuer mon travail théologique, exactement comme mes voisins les Bénédictins de Maria Laach, absorbés dans le Chant des Heures... Cependant, aux exigences des *Chrétiens allemands*, je n'ai qu'une réponse : non ! sans réserve ni restriction. Je tiens que cette doctrine ne peut trouver droit de cité dans les Eglises évangéliques. Je tiens qu'il vaudrait mieux retourner aux catacombes et devenir un petit troupeau plutôt que de conclure de loin la paix avec elle. Je tiens ceux qui l'ont adoptée pour séducteurs ou séduits.» (p. 23). «Où sont disparus ce qu'il y a un an et un siècle

durant on a appelé liberté, droit, esprit ? Ce sont là biens temporels et terrestres. Toute chair est comme l'herbe... Mais la parole de notre Dieu demeure éternellement.» Cet esprit des catacombes n'a cessé de vivre, se trouve même plus fort que jamais dans le cœur de maints pasteurs allemands, il a soutenu dès juillet plusieurs vaillantes petites feuilles, *Sonntagsbrief*, la *Jungle Kirche*. Il arme de courage les pasteurs que, dans deux décrets, le 4 janvier et tout récemment le 27, l'évêque d'Empire et de Prusse menace dans leur sécurité ecclésiastique et même personnelle : le 4 janvier, Müller interdisait toute allusion en chaire au conflit ; les dimanches 7 et 13 janvier, les 6.500 pasteurs du Notbund lisaient une déclaration uniforme de protestation. Dans leur lutte actuelle ils semblent décidés à tout perdre plutôt que de transiger.

Mais l'esprit des catacombes ne souffle sur tant de pasteurs que depuis peu de semaines. C'est que l'impossibilité d'un travail commun avec les *Chrétiens allemands*, ne s'est révélée qu'à la longue, avec leur vrai génie : intolérance dans le pouvoir, compromission dans la doctrine. La deuxième cause de leur chute est en effet le caractère insupportable de leur domination. Le jour où Krause parlait, les trois chefs du Pfarrernotbund étaient suspendus. Suspensions, arrestations même. Müller et ses amis n'hésitèrent jamais à recourir à l'appui officiel. «Nous représentons le point de vue du christianisme positif», est-il dit au 24^e point du programme national-socialiste. L'Église semble un des organes de l'"État total" : tyrannie sur les pasteurs. Piété officielle aussi : des sections d'assaut allaient en corps dans les temples décorés de croix gammées. Mais cela même amena protestation et action du dehors : le 29 et le 30 juillet se réunirent à Eisenach les représentants de différentes communautés religieuses libres (*Mouvement religieux allemand-nordique, Communauté de foi germanique*, etc.). Sous la direction du professeur orientaliste Hauer et du comte Reventlow elles décidèrent de se grouper en un cartel : *La communauté de travail du mouvement de foi allemand*, et de solliciter de Hitler leur reconnaissance officielle comme 3^e confession. Elles obtinrent que le ministre Hess — remplaçant de Hitler à la direction du parti national-socialiste — déclarât le 13 octobre à la presse : «Aucun national-socialiste ne doit être inquiété parce qu'il n'appartient à aucune confession.» Non seulement Hauer et ses disciples déjouèrent ainsi les tentatives de suprématie des *Chrétiens allemands*, mais ils se livrèrent à une active propagande, en particulier auprès des S. A., auprès des H. J. (jeunesse hitlérienne), dont le chef Baldur von Schirach déclarait le 15 octobre à Francfort-sur-l'Oder : «Je le confesse ouvertement, je ne suis ni protestant, ni catholique, je crois seulement en l'Allemagne.» C'est contre cette concurrence auprès de la jeunesse que luttait l'aile radicale des *Chrétiens allemands*, mais en prenant à Hauer une partie

de sa doctrine : tel était le mobile de Krause au Sportpalast le 13 novembre. Telle est la troisième cause de leur chute : le glissement, reconnu brusquement par beaucoup, vers un christianisme germanique, vers un paganisme à peine caché où la liaison était faite un peu rapidement entre la mystique médiévale de Eckhart, le romantisme de Hölderlin, la révolution de Nietzsche et du *Mouvement de jeunesse* d'avant-guerre. Krause a pu être exclu, et fonder un groupement, la *Volkskirche*, qui se subordonne à Hauer, le glissement n'en continue pas moins, peut-être à cause des sympathies nombreuses que rencontre le *Mouvement de foi allemande* dans l'état-major national-socialiste (cf. Rosenberg avec ses théories proches-parentes dans le *Mythus des XXten Jahrhunderts*). Le 29 décembre 1933, l'évêque d'Empire signait l'incorporation des œuvres de jeunesse protestantes dans la Jeunesse hitlérienne (H. J.). De ce traité Müller-von Schirach date la rupture définitive entre les évêques *Chrétiens allemands* et le *Pfarrernotbund*.

La menace est-elle aussi grave pour l'avenir du protestantisme allemand que l'affirment d'innombrables protestations pastorales, celle en particulier des chefs de l'*Union des jeunes gens de l'Ouest* (groupant 70.000 membres) ? l'application pratique du traité le montrera. Que le chef de la *Jeunesse évangélique*, Stange, ait été révoqué, que le nouvel aumônier, le pasteur Zahn, ait cru devoir appeler ces jeunes gens de moins de dix-huit ans «à apporter dans l'Eglise une inquiétude intérieure, à réclamer des réponses claires et allemandes», a pu sembler de mauvais augure. Toutefois la lutte actuellement engagée n'a rien de politique. «Nous proclamons notre attachement du fond du cœur au Nouvel Empire et à son chef aimé et vénéré Adolf Hitler», déclarait, au nom du Mouvement de confession luthérienne, le professeur Ulmer (Erlangen) après avoir signifié à Müller qu'il ne possédait plus l'autorité nécessaire et répondu à ses tentatives de coups de force par le mot de Pierre : «On doit obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes». Reste à savoir si le conflit peut rester ainsi localisé, si comme le veut Barth «l'Eglise et la théologie, servante de la parole de Dieu, sont la borne naturelle de tout Etat, même de l'*Etat total*'» (Theol. Existenz Heute, p. 40).

Jean Cavaillès